

directes d'une certaine importance et d'imposer des exigences en matière de résultats qui ne perturbent pas les échanges. De cette manière, l'Accord ménage les intérêts particuliers de la Nouvelle-Écosse, en ce qui concerne tant les importations que les exportations.

Il est clair, en résumé, que la Nouvelle-Écosse tirera de l'Accord d'importants avantages. Ce jugement favorable se fonde sur les évaluations de l'incidence économique qui ont été établies - notamment les études récemment réalisées par le Conseil économique des provinces de l'Atlantique et le Conseil économique - de même que sur les effets positifs que la libéralisation des échanges a eu par le passé sur l'économie de la Nouvelle-Écosse.

Emploi et développement vont de pair avec le développement des échanges dans cette province où le commerce est de tradition. Elle dispose de nombreux atouts pour faire honneur à son passé, qu'il s'agisse de grandes sociétés installées sur son territoire, comme les firmes National Sea et Michelin, ou de petites et moyennes entreprises telles que Britex, ABCO Plastics, Nautel, Micronav, Internav et bien d'autres, appartenant aux secteurs de l'industrie et des services. Le gouvernement fédéral a créé l'Agence de promotion économique du Canada atlantique comme une première étape sur la voie d'une croissance nouvelle. Grâce à un accès élargi et garanti au marché le plus vaste et le plus riche du monde, les Néo-Écossais seront mieux à même d'exploiter ce potentiel.

D'autres raisons, tenant aux dures réalités économiques, les incitent également à approuver l'Accord de libre-échange. Ils sont conscients que, dans le contexte d'une concurrence mondiale dont il faut relever le défi, il est préférable de s'adapter à un marché de 275 millions de consommateurs plutôt qu'à un autre dix fois moins étendu. En outre, ils reconnaissent que l'Accord nous offre une protection efficace contre le protectionnisme croissant des États-Unis. En bref, ils voient dans l'Accord, qui parvient à maintenir l'équilibre entre ces réalités et le vif désir du Canada de conserver sa souveraineté économique et politique, une ligne de conduite avisée qui mérite leur appui.